

IMMIGRATION

Réduire les seuils et prioriser les immigrants qualifiés

Enjeu

L'objectif premier de la politique d'immigration du Canada devrait être d'apporter des avantages économiques aux Canadiens et au Canada dans son ensemble. Elle ne devrait pas être utilisée pour modifier de force le caractère culturel et le tissu social de notre pays. Et elle ne devrait pas imposer aux Canadiens un fardeau financier excessif dans la poursuite d'objectifs humanitaires.

Même si le Canada accepte déjà plus d'immigrants que presque tous les autres pays, les libéraux et les conservateurs sont favorables à une augmentation injustifiable des seuils annuels d'immigration et se servent de l'immigration de masse comme un outil politique pour acheter des votes parmi les communautés immigrantes.

Le Pacte mondial pour les migrations des Nations Unies, que le gouvernement libéral a signé en 2018, vise à normaliser ce type de situation et à faciliter la migration de millions de personnes au Canada et dans d'autres démocraties occidentales.

Faits

En 2022, en plus de 437 000 immigrants (ou résidents permanents), le Canada a vu une augmentation nette du nombre de résidents non permanents (travailleurs étrangers temporaires, étudiants étrangers et réfugiés) estimée à 608 000. Ces deux chiffres représentent les niveaux les plus élevés jamais enregistrés.

Les arguments couramment utilisés en faveur de niveaux d'immigration plus élevés sont erronés. Une forte immigration ne peut à elle seule résoudre les pénuries de main-d'œuvre qui affectent certains secteurs de l'économie. Les immigrants ne sont pas seulement des travailleurs mais aussi des consommateurs de biens et de services, ce qui crée une demande de main-d'œuvre dans d'autres secteurs et déplace simplement le problème. Cela explique pourquoi nous

avons encore des pénuries de main-d'œuvre alors que le Canada connaît depuis plusieurs années l'un des taux d'immigration les plus élevés au monde.

De plus, environ le quart seulement de tous les nouveaux arrivants au Canada chaque année sont directement choisis parce qu'ils possèdent les qualifications et l'expérience de travail requises pour répondre à nos besoins économiques. Les autres sont les personnes à charge (conjointes et enfants) des immigrants économiques, ou ont été reçus par l'entremise du programme de réunification familiale ou en tant que réfugiés. Soit ils ne travaillent pas, soit ils ne possèdent pas les compétences dont nous avons le plus besoin même s'ils trouvent du travail.

L'immigration de masse explique en partie pourquoi les salaires et la productivité stagnent au Canada, dans la mesure où la main-d'œuvre immigrante est souvent favorisée par les employeurs plutôt que l'investissement dans le capital et l'automatisation. Même si une forte hausse du nombre de travailleurs fait effectivement grossir notre économie, cela la rend également moins productive et entrave la croissance du PIB par habitant. Ce qui importe n'est pas d'avoir une économie plus grosse, mais d'être plus riches.

L'immigration de masse accroît la pression sur nos infrastructures, notre système de santé et nos programmes sociaux. Elle gonfle aussi les prix du logement. Plus de 41 % de tous les immigrants au Canada s'établissent dans les grandes régions de Toronto et de Vancouver, où les prix des maisons sont parmi les moins abordables des grandes villes du monde (voir politique sur le logement).

Enfin, les nouveaux arrivants sont en moyenne un peu plus jeunes que les Canadiens, mais pas suffisamment pour avoir un impact notable sur le taux de vieillissement. Le gouvernement libéral a aggravé la situation en augmentant le nombre de parents et de grands-parents acceptés dans le cadre du programme de réunification familiale.

Notre plan

Notre politique d'immigration ne peut profiter aux Canadiens que si nous accueillons le bon type et le bon nombre d'immigrants et de résidents non permanents. Elle devrait prioriser les intérêts économiques du Canada et être calibrée de manière à ne pas compromettre les valeurs canadiennes et le maintien de notre identité nationale.



Un gouvernement du Parti populaire :

- Réduira considérablement le nombre total d'immigrants et de réfugiés que nous acceptons chaque année, pour le faire passer de 500 000 selon le plan du gouvernement libéral pour 2025 à entre 100 000 et 150 000, selon les circonstances économiques et autres.
- Réformera le système de points et les programmes associés pour que notre politique d'immigration soit axée sur l'acceptation d'une proportion plus importante d'immigrants économiques possédant les compétences voulues.
- Réduira considérablement le nombre d'immigrants reçus dans le cadre du programme de réunification familiale, notamment en supprimant la catégorie des parents et grands-parents.
- Réduira considérablement le nombre de travailleurs étrangers temporaires et s'assurera qu'ils occupent des postes réellement temporaires et ne concurrencent pas de façon déloyale les travailleurs canadiens.
- Réduira considérablement le nombre de visas à des étudiants étrangers.
- Veillera à ce que chaque personne souhaitant immigrer au Canada passe une entrevue en personne et réponde à une série de questions spécifiques afin d'évaluer dans quelle mesure elle s'aligne sur les valeurs et normes canadiennes (voir politique sur l'Identité canadienne).
- Augmentera les ressources du SCRS, de la GRC et d'Immigration et Citoyenneté Canada afin de mener ces entrevues et de vérifier rigoureusement les antécédents de toutes les catégories d'immigrants.
- Donnera la priorité aux réfugiés appartenant à des groupes persécutés qui n'ont nulle part où aller dans les pays voisins. Par exemple : les chrétiens, les yézidis et les membres d'autres religions minoritaires dans les pays à majorité musulmane; les membres de la communauté ahmadie et d'autres musulmans de ces pays qui sont persécutés parce qu'ils rejettent l'islam politique et adhèrent aux valeurs occidentales; et les membres des minorités sexuelles.
- Comptera sur les parrainages privés au lieu de laisser le gouvernement assumer tous les coûts de la réinstallation des réfugiés au Canada.
- Retirera le Canada du Pacte mondial pour les migrations des Nations Unies.

(Mis à jour en août 2023)